JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numero par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs

Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à 'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1979

9 fév. — Ordonnance n° 79-7 autorisant la ratification de l'accord entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise relatif aux transports aériens, signé à Lomé le 12 janvier 1977 156

9 fév. — Ordonnance n° 79-8 autorisant la ratification de l'accord en matière de télécommunications entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Lomé le 12 janvier 1977 157

12 fév. — Ordonnance n° 79-9 autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée relatif au transport aérien, signé à Lomé le 22 décembre 1976 157

DECRETS

1973

26 oct. — Décret n° 73-193 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono. 157

1974

31 oct. — Décret n° 74-167 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono. 157

1976

12 mars — Décret n° 76-20 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono. 158

1979

9 fév. — Décret n° 79-20 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton. 158

9 fév. — Décret n° 79-21 portant suspension d'un chef de circonscription. 158

9 fév. — Décret n° 79-22 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise aux Etats-Unis d'Amérique. ... 158

9 fév. — Décret n° 79-25 portant nomination des chefs de circonscription administrative et d'adjoints aux chefs de circonscription. 158

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêté portant nomination 159

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant promotions dans le corps des forces armées togolaises, engagements, admissions au cours de formation et en stage, réorientation de stagiaires, inscription au tableau d'avancement, sanctions disciplinaires et admission à la retraite. 159

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1979

13 fév. — Arrêté n° 14/INT/SG/DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes. 161

13 fév. — Arrêté n° 15/INT/SG/DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions. 161

Décisions portant nominations 162

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE	
Arrêté portant nomination	162
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	
1979	
9 fév. — Arrêté n° 125/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	162
9 fév. — Arrêté n° 126/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	164
9 fév. — Arrêté n° 127/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	164
14 fév. — Arrêté interministériel n° 135/MTFP/MFE portant création d'une commission technique interministérielle.	162
Arrêtés et décisions portant titularisations, admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations nomination d'un billeteur, constatation d'absences irrégulières, suspension de fonctions sanction disciplinaire, révocation.	166

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	
Arrêtés portant nominations	169

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	
1979	
Arrêté n° 49/MEN-RS du 21 décembre 1976 instituant un examen unique du certificat de fin d'études de l'enseignement du premier degré (C.E.P.D.) et de l'admission en première année du cycle d'observation de l'enseignement du deuxième degré, (rectificatif).	169
Arrêté portant nomination	170

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	
1979	
16 fév. — Décision n° 27/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du Projet PNUD/TOGO-78-001-A-01-12 (Aménagement du Nord-Togo)	170
16 fév. — Décision n° 28/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au profit de G.L. Barsouna	170
16 fév. — Décision n° 29/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO)	170
Arrêté portant nomination	170

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE	
1979	
14 fév. — Arrêté n° 29/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Komi Nouamé	171
14 fév. — Arrêté n° 30/MFE/CR portant révision de la pension de retraite de M. Giffa Kokou (Benjamin) ..	171
15 fév. — Arrêté n° 32/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Lawson Latékoé (Patience)	171
15 fév. — Arrêté n° 33/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Kouassi Kodjo	171
15 fév. — Arrêté n° 34/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Watson Codjo (Hermann) ..	171
15 fév. — Arrêté n° 35/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mignarbougou Kossa	172
15 fév. — Arrêté n° 36/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kotokpa Koffi Evédzi	172
15 fév. — Arrêté n° 37/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Naki Baba	172
15 fév. — Arrêté n° 38/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dehoue-Ada Koovi	172
15 fév. — Arrêté n° 39/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tolake Tchalgassé	173
23 fév. — Arrêté n° 41/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson-Body Laté A. (Clément)	173

23 fév. — Arrêté n° 42/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amétépé Kossi-Kouma	173
23 fév. — Arrêté n° 43/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agnindé Maraté	173
23 fév. — Arrêté n° 44/MFE/CR portant révision de la pension de retraite à Mme Mikem Kokou (Marie-Louise)	174
23 fév. — Arrêté n° 45/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ragouena Banabaya Valiguina	174
23 fév. — Arrêté n° 46/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Djackor Yawo (Clément) ..	174
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES	
1979	
11 oct. — Arrêté interministériel n° 14/MTPM/CabTP/DGUH portant rétrocession de réserve administrative, objet d'approbation de lotissement n° 58 du 6 octobre 1970 de Lomé-Tokoin Tamé route d'Atakpamé	174
15 fév. — Arrêté n° 1/MIMREH/DMG/SEC portant ouverture d'un bureau togolais d'expertise du matériel maritime et industriel au Togo par M. Sagbo Sotomiafa	174

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers	175
Avis nécrologiques	175

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 79-7 du 9 février 1979 autorisant la ratification de l'accord entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise relatif aux transports aériens, signé à Lomé le 12 janvier 1977.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération :
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise relatif aux transports aériens, signé à Lomé le 12 janvier 1977.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 9 février 1979
Général d'Armée G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 79-8 du 9 février 1979 autorisant la ratification de l'accord en matière de télécommunications entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Lomé le 12 janvier 1977.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord en matière de télécommunications entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République gabonaise, signé à Lomé le 12 janvier 1977.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 9 février 1979
Général d'Armée G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 79-9 du 12 février 1979 autorisant l'application de l'accord entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée relatif au transport aérien, signé à Lomé le 22 décembre 1976.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée relatif au transport aérien, signé à Lomé le 22 décembre 1976.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 12 février 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 73-193 du 26 octobre 1973 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

DECRETE :

Article premier — Sont nommées à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono, à l'occasion de la Conférence Parlementaire de l'Association CEE-EAMA, les personnalités ci-après :

Au grade de commandeur

MM. Ernest Wilhelm Achenbach — Président de la commission paritaire CEE-EAMA — président de la commission des relations avec les Pays Africains et Malgaches associés — Parlementaire Libéral Allemand.

— Citoyen Kassongo Mukundji — commissaire du peuple — vice-président de la commission paritaire (Zairois)

— Alioune Sissoko — ancien président de la commission paritaire — ambassadeur du Mali à Bruxelles — secrétaire général du Groupe africain de l'OUA à Bruxelles.

Au grade d'officier

MM. — Georges Jean Frans Van Den Eede — directeur général des commissions et délégations interparlementaires au parlement européen (Belge)

— Antonio Arturo Arno — directeur à la direction générale des commissions et délégations interparlementaires (Italien)

Au grade de chevalier

M. Maurice Mestat — chef de la division du protocole — conférence au parlement européen (Français).

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 26 octobre 1973
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 74-167 du 31 octobre 1974 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;
Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

DECRETE :

Article premier — A l'occasion de sa visite au Togo, M. Claude Cheysson, commissaire au développement, chargé de la coopération à la commission de la

communauté économique européenne (CEE), est élevé à titre exceptionnel et étranger à la dignité de Grand Officier de l'ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 31 octobre 1974
Général d'Arme G. Eyadéma

DECRET N° 76-20 du 12 mars 1976 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-55 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

D E C R E T E :

Article premier — Est nommé à titre exceptionnel et étranger Officier de l'ordre du Mono, le chef de Bataillon Paul Durbet — conseiller technique du chef d'Etat Major des Forces Armées togolaises.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 12 mars 1976
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-20 du 9 février 1979 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959, modifiant l'arrêté n° 951-49/AP du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu l'arrêté n° 78-191/PR/INT du 5 octobre 1978 ;

Vu le procès-verbal de la consultation populaire organisée le 11 décembre 1978 à Sotouboua,

D E C R E T E :

Article premier — Est reconnue officiellement la désignation, par voie électorale, de M. Welessa Kodjo en qualité de chef de canton de Sotouboua (circonscription administrative de Sotouboua) en remplacement de N'doli Akonde, demis de ses fonctions.

Art. 2 — L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de cent trente-cinq mille (135.000) francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 3 — Le présent décret qui aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-21 du 9 février 1979 portant suspension de chef de circonscription.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 60-37 du 7 mars 1960 fixant les conditions de nomination des chefs de circonscription, des chefs de poste administratif et des adjoints aux chefs de circonscription ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

D E C R E T E :

Article premier — M. Ouro Bang'ma Tchatikpi, chef de circonscription d'Amlamé, est suspendu de ses fonctions pour une durée de deux (2) mois.

Art. 2 — Pendant la durée de sa suspension, l'intéressé qui continuera à assurer ses fonctions, n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial conformément aux dispositions de l'article 42-3è de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Art. 3 — Le présent décret qui a effet pour compter du 6 février 1979 sera publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-22 du 9 février 1979 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise aux Etats-Unis d'Amérique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

D E C R E T E :

Article premier — M. Yao Grunitzky est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise aux Etats-Unis d'Amérique.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 9 février 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-25 du 9 février 1979 portant nomination de chefs de circonscription administrative et d'adjoints aux chefs de circonscription.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 60-37 du 7 mars 1960 fixant les conditions de nominations des chefs de circonscription, des chefs de postes administratifs et des adjoints aux chefs de circonscription ;

Vu le décret n° 76-131 du 28 juillet 1976 portant nomination des chefs de circonscription, d'adjoints aux chefs de circonscription et des chefs de postes administratifs ;

Vu le décret n° 77-151 du 3 août 1977 portant nomination des chefs de circonscription, d'adjoints aux chefs de circonscription et des chefs de postes administratifs ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

D E C R E T E :

Article premier — Sont nommés chefs de circonscription administrative :

de Tabligbo — M. Hemou Kpatcha, directeur de l'école centrale de Lama-Kara et du président du conseil de circonscription de Lama-Kara, en remplacement de M. Bini Kilim, à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

de Bassar — M. Lambana Tchaou, secrétaire d'administration en service au ministère des affaires étrangères et de la coopération, en remplacement de M. Adja Bandja, remis à la disposition du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture.

Art. 2 — Sont nommés adjoints aux chefs de circonscription :

d'Anèho — M. Koudadje Kpoli Kpobada, secrétaire d'administration, en remplacement de M. Kounde Bampakou.

de Tabligbo — M. Ekpe Komla Agbenyo, adjoint administratif en service aux affaires sociales, en remplacement de M. Agba Yao.

de Tsévié — M. Koundi Bampakou, précédemment adjoint au chef-cir d'Anèho.

de Sotouboua — M. Pissang Halatom, précédemment adjoint au chef-cir de Tsévié.

de Pagouda — M. Ali Kossi, instituteur à Ayengré, en remplacement de M. Allengue Kao, remis à la disposition du ministère des affaires sociales et de la promotion féminine.

de Mango — M. Yao Aba, précédemment adjoint au chef-cir de Tabligbo.

Art. 3 — Le traitement des intéressés sera supporté par le budget général, chapitre 14, article 5, paragraphe 1.

Art. 4 — Les ministres de l'intérieur, de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, de la jeunesse, des sports et de la culture et des affaires sociales et de la promotion féminine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 9 février 1979
 Cl. d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Nomination

Arrêté n° 15-PR du 9-2-79 — M. Bernard Connen, magistrat, est nommé conseiller juridique du gouvernement de la République togolaise, en remplacement de M. Claude Durand ayant quitté définitivement le Togo.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Promotion

Arrêté n° 5-D-PR-MDN du 30-1-79 — Pour compter du 15 janvier 1979, les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont promus au grade ci-dessous :

Infanterie togolaise

au grade de caporal

Soldats : Ali Komi Ayeame n° mle 2451
 Agrigna Aliou n° mle 2416
 Egbelou Kodjo n° mle 2516
 Nabédé Koudjowou n° mle 2621.

Arrêté n° 6-D-PR-MDN du 30-1-79 — Est promu au grade de médecin-lieutenant dans les forces armées togolaises pour compter du 1er janvier 1979, le médecin-aspirant Hemou Pitchaki après réussite de la soutenance de thèse à l'université de Bordeaux, le 27 décembre 1978.

Engagements

Décision n° 3-D-PR-MDN du 10-1-79 — Les élèves dont les noms suivent, sont engagés dans l'armée nationale togolaise et affectés pour ordre à l'escadrille nationale togolaise comme soldats de 2^e classe PDL pour compter du 15 décembre 1978.

Adjevi Kpoti Ago-Mayi n° mle 78-01-4985
 Akpa Lalou n° mle 78-01-4986
 Ahadjivi Koffi Afadémon n° mle 78-01-4987
 Edoh Fokodjo Obubé n° mle 78-01-4988
 Kalepe Do Yao Mawuèna n° mle 78-01-4989
 Logossou Kouawo n° mle 78-01-4990
 Miwodor K. A. Egnaléagbessi n° mle 78-01-4991
 Noudjo Kokouvi Novissi n° mle 78-01-4992
 Assouma Mensah n° mle 78-02-4993
 Koda Kokou Zakli n° mle 78-02-4994
 Nyatsiglo Koffitsè Tovinyo n° mle 78-02-4995
 Tsogbé Kodzo Assiom n° mle 78-02-4996
 Baro'a Bana Gniliguiba n° mle 78-03-4997
 Esso Kondo Akéla n° mle 78-03-4998
 Gnazingbé Kossi n° mle 78-03-4999
 Kagnon B'Altéré n° mle 78-03-5000
 Namta Soutom Anani n° mle 78-03-5001
 Ouro-Koura Agoro n° mle 78-03-5002
 Tarougue Palou n° mle 78-03-5003
 Douti Sambiani Damissé n° mle 78-04-5004.

Décision n° 20-D-PR-MDN du 30-1-79 — L'élève Agondo Kodjo, est engagé dans l'armée nationale togolaise à compter du 1er février 1979 et affecté pour ordre à l'escadrille nationale togolaise comme soldat de 2^e classe P.D.L. numéro matricule 78-03-5005.

Décision n° 303-D-PR-MDN du 28-12-78 — Les élèves dont les noms suivent, sont engagés dans l'armée nationale togolaise et affectés pour ordre à l'escadrille nationale togolaise comme soldats de 2^e classe P.D.L. pour compter du 15 décembre 1978.

Eklou Yao, n° mle 78-01-4981
 Nyawuame Kwami, n° mle 78-02-4982
 Assih Kodjo, n° mle 78-03-4983
 Tamaka Kondi, n° mle 78-03-4984.

Admissions

Décision n° 7-D-PR-MDN du 22-1-79 — Le militaire Douiti Sambiani Damissé n° mle 5004 de l'escadrille nationale togolaise à Lomé est admis au cours de formation de mécaniciens armement 54.24 qui se déroulera à la base aérienne 726 de Nîmes (France) à compter du 22 janvier 1979.

Il reçoit application de la décision n° 44-D-PR-Min. Déf. Nat. en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ce militaire à destination de Nîmes (France) vols UT 831 et 832 du 16 janvier 1979.

Décision n° 8-D-PR-MDN du 22-1-79 — Les militaires : Akpa Lalou n° mle 4986, Akutor A. Mawunyéga n° mle 4627, Dawo Komlan n° mle 4638, Gnagnam Tchein n° mle 4833, Kaglan Kougbagan Agbémégna n° mle 4583 et Koda Kokou Zakli n° mle 4994 de l'escadrille nationale togolaise sont admis à suivre le cours de pilotage de base qui se déroulera à compter du 5 février 1979 au centre d'instruction professionnelle et de recyclage aéronautique de Dinard-Pleurtuit (France).

Les intéressés reçoivent application de la décision n° 44-D-PR-Min. Déf. Nat. en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ces militaires togolais à destination de Dinard-Pleurtuit (France) vols UT 831 et 832 du 30 janvier 1979.

Décision n° 9-D-PR-MDN du 22-1-79 — Les militaires : Ouro-Koura Agoro n° mle 5002, Tsogbé Kodjo Assion n° mle 4996 et Barota Bana Gnliguiba n° mle 4997 de l'escadrille nationale togolaise à Lomé, sont admis à suivre le cours de formation des mécaniciens de cellules hydrauliques 51-24 qui se déroulera à la base aérienne 726 de Nîmes (France) à compter du 22 janvier 1979.

Les intéressés reçoivent application de la décision n° 44-D-PR-Min. Déf. Nat. en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ces militaires togolais à destination de Nîmes (France) vols UT 831 et 832 du 16 janvier 1979.

Décision n° 10-D-PR-MDN du 22-1-79 — Le militaire Namta Soutom Anani n° mle 50-1 de l'escadrille nationale togolaise à Lomé est admis à suivre le cours de formation des mécaniciens d'équipement de bord 42-64 qui se déroulera à la base aérienne 726 de Nîmes (France) à compter du 5 février 1979.

Il reçoit application de la décision n° 44-D-PR-Min. Déf. Nat. en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ce militaire togolais à destination de Nîmes (France) vols UT 831 et 832 du 30 janvier 1979.

Décision n° 19-D-PR-MDN du 30-1-79 — Le soldat de 2^e classe Esso Kondo Akéla, n° mle 4998 de l'escadrille nationale togolaise à Lomé, est admis à suivre le cours de formation des mécaniciens atelier 54.64 qui se déroulera à la base aérienne 726 de Nîmes (France) à compter du 22 janvier 1979 (régularisation).

L'intéressé reçoit application de la décision n° 44-D-PR-MDN en date du 14 février 1975.

Le bureau de la coopération militaire français au Togo assurera la mise en route de ce militaire togolais à destination de Nîmes (France) vols UT 831 et 832 du 16 janvier 1979.

Réorientation de stagiaires

Décision n° 5/D-PR-MDN du 22-1-79 — Le caporal-chef Mouzou, Komlan Wessiwè Gnakpaou de l'escadrille nationale togolaise précédemment en stage à la base aérienne GE 315 de Cognac (France); est à nouveau admis à un stage de réorientation à la B.A. de Chambéry (France) pour compter du 27 novembre 1978. (Régularisation).

Le stagiaire Mouzou, Komlan Wessiwè Gnakpaou continue à recevoir application de la décision N° 44/D-PR/Min. Déf. Nat. en date du 14 février 1975.

Décision n° 6/D-PR-MDN du 22-1-79 — L'aspirant Aziagba Kossi, et le caporal-chef Mouzou Komlan Wessiwè Gnakpaou précédemment en stage de pilotage militaire option « chasse » à la base aérienne N° 745 d'Aulnat (France); sont admis à un stage de réorientation à la Base Aérienne GE 315 Cognac (France) pour compter du 7 juin 1978. (Régularisation).

Les intéressés continuent à recevoir application de la décision n° 44/D-PR/Min. Déf. Nat. en date du 14 février 1975.

Tableau d'avancement

Arrêté n° 1/D-PR-MDN du 10-1-79 — Les arrêtés n°s 53 et 54/D-PR/Min. Déf. Nat. en date du 28 décembre 1978 sont rectifiés comme suit :

Au grade de caporal-chef

Après : le caporal Idrissou Moutarou Sondjalim n° mle 2528

Au lieu de : de caporal Bali Kanouna n° mle 2462 initialement inscrit au tableau et nommé au grade de caporal-chef pour compter du 1er janvier 1979,

Lire : caporal Alema Tchao n° mle 1924 (inscrit au tableau et nommé au grade de caporal-chef pour compter du 1er janvier 1979).

Sont et demeurent rapportés pour compter du 1er janvier 1979, les arrêtés n°s 53 et 54/D-PR/Min. Dif. Nat. en date du 28 décembre 1978 en ce qui concerne le caporal Bali Kanouna.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 2/D-PR/MDN du 22-1-79 — Les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont inscrits au tableau d'avancement au titre d'année 1979 :

Infanterie togolaise

Pour le grade de caporal-chef, les caporaux :

Après :

Alema Tchao, n° mle 1924

Ajouter :

Nadio Gazaro, n° mle 0095

Lare Batchaguema, n° mle 1375

Tete Kossivi, n° mle 0465

Lawani Moussa, n° mle 2370

Après :

Ametepe Ankou, n° mle 2306

Ajouter :

Pimizi Houzou, n° mle 0403

Tchedie Koffi, n° mle 2658

Après :

Sama Erew, n° mle 1330

Ajouter :

Kpekou Togbé, n° mle 2251

Wotodjo Sénawo, n° mle 1817.

Le reste sans changement.

Sanctions disciplinaires

Arrêté n° 3-D-PR-MDN du 22-1-79 — Pour compter du 12 janvier 1979, l'intendant militaire de 2^e classe Lawson Tèyi Ayèlètè en service à la direction des services des forces armées togolaises à Lomé, est cassé et remis soldat de 2^e classe « pour haute trahison ».

Pour compter de la même date, il est rayé des contrôles des forces armées togolaises sans droits à pensions.

Arrêté n° 4-D-PR-MDN du 22-1-79 — Pour compter du 12 janvier 1979, le lieutenant Attiglah Tètè, anciennement en service au 2^e régiment d'infanterie à Lama-Kara, est cassé et remis soldat de 2^e classe « pour desertion en temps de paix ».

Pour compter de la même date, l'intéressé est rayé des contrôles des forces armées togolaises et du 2^e régiment sans droits à pensions.

Retraite

Décision n° 17-D-PR-MDN du 30-1-79 — Les sous-officiers supérieurs et les hommes de troupe de l'infanterie nationale togolaise dont les noms suivent ci-dessous bénéficieront d'un congé libérable de 90 jours et seront admis à faire valoir leurs droits à la retraite aux dates ci-après :

NOM & PRENOMS	N° Mle	GRADE	CORPS	CONGE LIBERABLE		Date de Radiation des Contrôles
				DU	AU	
Aokou Hémond Agbényigan	20.380	A/C	1° R. I.	18-3-79	15-6-79	16-6-79
Agouda Esso	20.246	A/C	R. S. A.	11-4-79	9-7-79	10-7-79
Karmou Amaka	82.260	C/C	R. S. A.	18-5-79	15-8-79	16-8-79
Aboki Akouété	12.442	1° Cl.	1° R. I.	18-5-79	15-8-79	16-8-79

Les intéressés pourront prétendre à la gratuité de transport pour eux et leur famille en vue de rejoindre leurs foyers respectifs.

Décision n° 18-D-PR-MDN du 30-1-79 — L'adjudant-chef Amayi Yao Lighbessingnam, n° mle 133 en service à la gendarmerie nationale togolaise (garde présidentielle) à Lomé, est admis à faire valoir ses droits à la retraite d'ancienneté le 12 mai 1979.

Dans la limite de ses droits, un congé libérable de quatre vingt dix (90) jours lui est accordé du 11 février au 11 mai 1979 inclus, délai de route compris avec solde de présence et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre ses foyers.

L'intéressé sera rayé des contrôles des forces armées togolaises et de la gendarmerie nationale à compter du 12 mai 1979.

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 14-INT-SG-DSTCL du 13-2-79 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1979 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1978 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1979.

Arrêté n° 15-INT-DSTCL du 13-2-79 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogon, Tabligbo, Tsévié, Kloto, Notsé, Atakpamé, Amlamé, Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kantè, Mango et Dapaon,

exercice 1979 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1978 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1979.

Nominations

Décision n° 14-INT-SG-APA-AP du 13-2-79 — Est et demeuré rapportée la décision n° 124-INT-SG-APA-AP du 30 septembre 1975 portant nomination de M. Atakora Tchagouni en qualité de secrétaire de chef de canton de Koumondé (circonscription administrative de Bafilo).

M. Samire Boukari Moumouni est nommé secrétaire du chef de canton de Koumondé en remplacement de M. Atakora Tchagouni, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 francs (quarante-huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 15-INT-SG-APA-AP du 13-2-79 — M. Gnome Name est nommé secrétaire du chef de canton de Bidjenga (circonscription administrative de Dapaong) en remplacement de Gnome Dampi (Blaise) licencié.

L'intéressé percevra en cette qualité, une indemnité annuelle de 85.000 francs (quatre vingt cinq mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Nomination

Arrêté n° 40-MFE du 19-2-79 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 127-MFE-SG du 4 avril 1974, portant nomination.

M. Mankoubi Bawa, administrateur civil est nommé directeur de l'économie en remplacement de M. Kpetigo Kwassivi.

Le traitement de l'intéressé est imputable au budget général, chapitre 8, article 4.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE interministériel N° 135-MTFP-MFE du 14 février 1979 portant création d'une commission technique interministérielle

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 69-113 du 28 mai 1969, portant modalités communes d'application du statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1962, instituant les diverses catégories hiérarchiques de la fonction publique, leur organisation en grade et leur échelonnement indiciaire ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967, définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

ARRETE :

Article premier — Il est institué une commission technique interministérielle chargée d'étudier et de proposer des solutions de règlement des dossiers litigieux en instance au niveau des deux départements ministériels.

Art. 2 — La commission est composée de quatre (4) membres du ministère des finances et de l'économie dont nécessairement le directeur du service du contrôle financier ou son adjoint et de quatre (4) autres membres du ministère du travail et de la fonction publique dont nécessairement le directeur de la fonction publique ou son adjoint.

Art. 3 — La commission désigne dans son sein un président et un secrétaire chargé de la rédaction des procès-verbaux. Les procès-verbaux de la commission doivent être signés de tous les membres et adressés par le président à chacun des ministres dans les meilleurs délais.

Art. 4 — Les solutions dégagées par la commission ne constituent que des actes préparatoires qui ne préjugent pas de la décision finale qui appartient au ministère du travail et de la fonction publique.

Art. 5 — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 14 février 1979

Le ministre du travail et de la fonction publique,

Lassissi Dikéni-Kérim

Le ministre des finances et de l'économie,

Tètè Tèvi Benissan

Promotions

Arrêté n° 125-MTFP du 9-2-79 — Sont promus au titre des années 1973, 1974, 1976, 1977 et 1978 et à compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent :

Cadre des professeurs des collèges d'enseignement techniques (catégorie B)

Au grade de professeur des C.E.T. de 1^{er} cl. 1^{er} éch.

10-4-77 — Monsila Djato (Pierre), professeur des C.E.T. de 2^e classe 3^e échelon

Au grade de professeur des C.E.T. de 2^e cl. 1^{er} éch.

1-1-77 — Bilante Kpandja (Adolphe), professeur des CET de 3^e cl. 4^e échelon

3-1-77 — Nabroulaba (Pierre), professeur des CET de 3^e cl. 4^e échelon

20-9-77 — Logossou (Nicolas), professeur des CET 3^e cl. 4^e échelon

13-10-77 — Sanvee A. (Brigitte), professeur des CET de 3^e cl. 4^e échelon

**Cadre des maîtres d'éducation physique et sportive
(catégorie B)**

Au grade de maître d'EPS de 2e classe 1er échelon

- 17-9-77 — Ameganvi Comlan (Michel), maître d'EPS de 3e classe 4e échelon
 20-9-77 — Boukari Assoumanou, maître d'EPS de 3e classe 4e échelon
 30-6-78 — Bakar Kossi (Mathias), maître d'EPS de 3e classe 4e échelon
 30-6-78 — Kpodar (Samuel), maître d'EPS de 3e classe 4e échelon
 30-6-78 — Mama Taïrou, maître d'EPS de 3e classe 4e échelon
 20-9-78 — Amouzou Beti Akoko (Albertine), maître d'EPS de 3e classe 4e échelon
 21-9-78 — Akouete (Michel), maître d'EPS de 3e classe 4e échelon
 21-9-78 — Amouzou Kossi (André), maître d'EPS de 3e classe 4e échelon
 21-9-78 — Amouzougān (Eugénie), née Diogo, maître d'EPS de 3e classe 4e échelon

**cadre des instituteurs (catégorie B)
au grade d'instituteur principal de classe exceptionnelle**

- 1-1-74 — Ekoue (Eugène), instituteur principal 3e échelon
 1-1-76 — Atayi (Eben-Ezer), instituteur principal 3e échelon
 1-1-77 — Baba (Emmanuel), instituteur principal 3e échelon
 1-1-77 — Ayefouni (Félix) instituteur principal 3e échelon

au grade d'instituteur principal 1er échelon

- 1-10-76 — Tahoulan (Emmanuel), instituteur de 1re classe 3e échelon
 1-10-77 — Gayakpa (Joseph), instituteur de 1re classe 3e échelon
 1- 1-78 — Agbobly A. (Godfroid), instituteur de 1re classe 3e échelon
 1- 1-78 — Bossou (Martin), instituteur de 1re classe 3e échelon
 1- 1-78 — Kouevi (Léopold), instituteur de 1re classe 3e échelon
 1- 1-78 — Tengue (Michel), instituteur de 1re classe 3e échelon
 1- 1-78 — Zekpa M. (Isaac), instituteur de 1re classe 3e échelon
 8- 5-78 — Anyinefa K. (Henri), instituteur de 1re classe 3e échelon
 1- 7-78 — Loko Messan (Antoine), instituteur de 1re classe 3e échelon

au grade d'instituteur de 1re classe 1er échelon

- 1- 7-76 — Quadjovie Afiavi S. (Virginie), institutrice de 2e classe 4e échelon AC néant
 1- 1-77 — Afeli (Pierre), instituteur de 2e classe 4e échelon
 1- 1-77 — Amegakpo Yawo (Pierre), instituteur de 2e classe 4e échelon

- 1- 1-77 — Amoussou (Placide), instituteur de 2e cl. échelon
 1- 1-77 — d'Almeida H. (Camille), instituteur de 2e cl. 3e échelon
 1- 1-77 — Dougbo (Koffi Robert), instituteur de 2e cl. 3e échelon
 1- 1-77 — Degbotsé (Henri), instituteur de 2e cl. 3e échelon
 1- 1-77 — Atchikiti Kouami (Philippe), instituteur de 2e classe 4e échelon AC néant
 1- 1-77 — Ga Otto
 1- 1-77 — Hemou (Daniel)
 1- 1-77 — Moevi (Ezéchiel)
 1- 1-77 — Klassou (Jean)
 1- 1-77 — Quadjovie (Eloi)
 1- 1-77 — Segbedji (Nathaniel)
 1- 7-77 — Adangbledu (Jonas)
 7- 7-77 — Sikpa (Basile)
 28- 7-77 — Sani Wolatroagbo (Raphaël)
 1-10-77 — Akpama (Samuel)
 1-10-77 — Lawson F. (Bernardin)
 4-12-77 — Hounake Akakpo Doh (Benoît)
 1- 1-78 — Agbagla (Crespin)
 1- 1-78 — Adama (Jeannette)
 1- 1-78 — Accolatsé (Louise)
 1- 1-78 — Assignon (Robert)
 1- 1-78 — Anago (Georges)
 1- 1-78 — Abbevi A. (Christophe)
 1- 1-78 — Amédégnato (Damien)
 1- 1-78 — Amouzou A. (Cécile)
 1- 1-78 — Agbodjan (Augustin)
 1- 1-78 — Akakpo Guétou (Gabriel)
 1- 1-78 — Alover (Benjamin)
 1- 1-78 — Ameganvi (Benjamin)
 1- 1-78 — Ayéva Amidou
 1- 1-78 — Batako (Moïse)
 1- 1-78 — Bekpenté (Alexandre)
 1- 1-78 — Danklou A. (Jean)
 1- 1-78 — Djibom Kinhoussou (Emmanuel)
 1- 1-78 — Eklou (Faustin)
 1- 1-78 — Gado Idrissou
 1- 1-78 — Fiaty (William)
 1- 1-78 — Gnekoezan Y. (Gilles)
 1- 1-78 — Gbedevi Viho (Rose)
 1- 1-78 — Hlomador (Louis)
 1- 1-78 — Koffi A. (Boniface)
 1- 1-78 — Kwassi K. (Albert)
 1- 1-78 — Lotchi-Kouawo Kodjo
 1- 1-78 — Lawson Adjri Messanvi (Joseph Dieudonné)
 1- 1-78 — Meleme (Félix)
 1- 1-78 — Mensah (Benoît)
 1- 1-78 — Nyawouame (André)
 1- 1-78 — Plactor (Guy)
 1- 1-78 — Quenum (Généreux)
 1- 1-78 — Satchivi (Michel)
 1- 1-78 — Sibiti Yacoubou Fofana
 14- 3-78 — Nakpane (Bernard)
 16- 3-78 — Klussey (Emmanuel)
 18- 6-78 — Sallah Koffi Akorli (Eleazart)
 1- 7-78 — Sedjro K. (Bernard)
 27- 8-78 — Evu Kwami (Christophe)
 1-10-78 — Akouete (Désiré)
 1-10-78 — Noameshie (Charles)

- 2-10-78 — Anago Frieda
 2-10-78 — Ekué-Hetta (Rudy)
 4-10-78 — Afawubo Koffi (Linus)
 instituteurs de 2^e classe 4^e échelon.

Cadre des professeurs techniques-adjoints (catégorie C)

Au grade de professeur technique-adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon

- 1- 1-77 — Derman Moussa, professeur technique-adjoint de 2^e classe 3^e échelon

Cadre des maîtres-adjoints d'éducation physique et sportive (catégorie c)

Au grade de maître-adjoint d'EPS de 1^{re} cl. 1^{er} éch.

- 5- 3-77 — Ayivi Fandalor (Charles), maître-adjoint d'EPS de 2^e classe 3^e échelon
 20-11-78 — Assoumaila Safiou, maître-adjoint d'EPS de 2^e classe 3^e échelon

Au grade de maître-adjoint d'EPS de 2^e cl. 1^{er} éch.

- 19- 8-77 — Ibrahim Afizou, maître-adjoint d'EPS de 3^e classe 4^e échelon.

Arrêté n° 126-MTFP du 9-2-79 — Sont promus au titre des années 1974, 1975, 1976, 1977 et 1978 pour compter des dates ci-après indiquées, les moniteurs de l'enseignement dont les noms suivent :

Cadre des moniteurs (catégorie D)

Au grade de moniteurs de classe exceptionnelle

- 1-1-76 — Sant'Anna (Evangéline)
 1-1-76 — Akoloh Arézouma Kantati, née Kangbeni
 monitrices de 1^{re} classe 3^e échelon

Au grade de moniteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

- 2-11-76 — Hillah (Bernadette)
 21- 3-78 — Kueviakoe (Amélie)
 monitrices de 2^e classe 3^e échelon

Au grade de moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon

- 11-1174 — Chango (Marie-Thérèse)
 1- 1-75 — Doussouvi Vida
 11- 3-76 — Messanvi (Véronique)
 -7-10-76 — Adodjissih (Marie Françoise)
 21-10-76 — Djaka Abiratou, née Ayéva
 1- 1-77 — Fiatty Têlé (Véronique) née Mensah
 1- 1-77 — Kekeh Adjoa (Emma)
 1- 1-77 — Yeme Abévi Akossou (Pascal)
 1- 1-77 — Djilan (Dora) née Amegan
 1- 1-77 — Akue Kpakpo Adokoé (Jean)
 1- 1-77 — Abalo Manon
 1- 1-77 — Fiogbé Agboton (André)
 1- 1-77 — d'Almeida Dédé (Josette)
 1- 1-77 — Anipah Kókouvi Nomegbo Kafui
 28- 6-77 — Kérim Essonani (Jacques)
 1- 1-78 — Adjegan Yawo (André)
 1- 1-78 — Yéna Houndé N'dé (Joseph)
 1- 1-78 — Palanga Djobo Essobiou

- 1- 1-78 — Assiamua Afua Evarné (Fidélia)
 1- 1-78 — Kangni Ayoko (Marie Angèle) née Typamm

Au grade de moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon

- 1- 1-78 — Dagbovie Ayoko Enyonam (Caroline) née Adjamga
 1- 1-78 — Ragouena Sontoua Djomba, née Bararmna
 1- 1-78 — Patassé Kossi Essohanam
 1- 1-78 — Akakpo Kotoney Fangninou (Christophe)
 1- 1-78 — Boundjou Bako Nayourou
 1- 1-78 — Afo Sabi Djafo Ikouto
 1- 3-78 — Mataka Egome (Nicolas)
 1- 5-78 — Somabe (Etienne)
 21- 5-78 — Gado Canthon (Antoine)
 22- 7-78 — Dzonoukou Akua Mawuéna, née Codjie
 13- 9-78 — Agboli Améyo Enyonam (Agnès) née Dogbé
 12-11-78 — Amedjro Amavi (Régine) née Sekagnon
 26-11-78 — Dackey (Cyrille)
 moniteurs de 3^e classe 4^e échelon.

Arrêté n° 127-MTFP du 9-2-79 — Sont promus au titre des années 1976, 1977 et 1978 et à compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent :

Cadre des instituteurs-adjoints (catégorie C)

Au grade d'instituteur-adjoint de classe exceptionnelle

- 1- 1-76 — Akolly (Benoît)
 1- 1-78 — Djadja-Avogno Kokou Nouwozan
 1- 1-78 — Gnofam Mama
 instituteurs-adjoints de 1^{re} classe 3^e échelon

Au grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon

- 1-10-76 — Edokossi (Tobie)
 1-1-77 — Kakatsi K. (Georges)
 3- 3-77 — Gameda Kokou (Roch)
 1- 7-77 — Koffi (Christophe)
 1-10-77 — Hlomashie (Paula)
 8-12-77 — Lawson (Claudine) née Kouévi
 1- 1-78 — Awuté (Evelyne)
 1- 1-78 — Akoumany K. (Elias)
 1- 1-78 — Apenou (Célestin)
 1- 1-78 — Amenyah (Faith)
 1- 1-78 — Edoth B. (Pascal)
 1- 1-78 — Folikoué (Claude)
 1- 1-78 — Gonçalves (Elisabeth)
 1- 1-78 — Nutsigbé (Stanislas)
 1- 1-78 — Lawson (Dorcas)
 1-10-78 — Apaloo (Lily) née Atayi
 instituteurs-adjoints de 2^e classe 3^e échelon

Au grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon

- 1- 1-75 — Lawson (Innocent)
 1- 1-76 — Kavalo Abika Mola
 1- 1-76 — Kouak (Antoine)
 1- 1-76 — Mawuvi Komlan (Albert)
 20- 9-76 — Agbo Déglá (Frédéric)
 20- 9-76 — Aholou Kokou (Joseph)
 20- 9-76 — Ayendo Houkpati (Marcel)

20- 9-76 — Magne Kossi (Rostand)
 20- 9-76 — Vondoly (Jean Christophe)
 1- 1-77 — Kanhonou (Guillaume)
 1- 1-77 — Tagnetó (Eliezer)
 1- 1-77 — Dossouvi Ahlonkoba (Antoinette)
 1- 1-77 — Dzissawu K. (William)
 1- 1-77 — Edoh Nbouéké (Alphonse)
 1- 1-77 — Kossi (Jean) A.C. néant
 1- 1-77 — Creppy Zizie Essenam (Désirée)
 1- 1-77 — Mingoli (Martin)
 1- 1-77 — Aroufore Lanwou
 1- 1-77 — Noutou Yao (Victor)
 1- 1-77 — Sankaredja (Célestin)
 1- 1-77 — Onouadje S. (Laurent)
 1- 1-77 — Benissan (Germaine)
 1- 1-77 — Ganda Akala (Justin)
 1- 1-77 — Bessy (Corneille)
 1- 1-77 — Issaka Moumouni
 1- 1-77 — Dogbé-Tsogbé Kouami (Emmanuel)
 1- 1-77 — Aziadou Mensah (Joseph)
 1- 1-77 — Agboyibor (Léonard)
 1- 1-77 — Akakpo Koffi (Thomas)
 1- 1-77 — Gbossou-Gbedessi Komlan Messan Somohlo
 29- 1-77 — Mensadey Komi (François)
 24- 2-77 — Amenyanou Noamessi (Albert)
 2- 3-77 — Kodjo Y. (Jacques)
 1- 1-77 — Pekelissa (Germain)
 20- 9-77 — Atitso A. (Emmanuel)
 20- 9-77 — Adoté Adoudé (Thérèse)
 20- 9-77 — Vianou K. (Benoît)
 20- 9-77 — Yovo Afiwa Ahouefa (Anastasia)
 20- 9-77 — Agbogan K. (Sylvestre)
 20- 9-77 — Akakpovi Koffi (Patrice)
 20- 9-77 — Akakpa Kodjo (Albert)
 20- 9-77 — Amouzou (William)
 20- 9-77 — Dossa Ablam (Innocent)
 20- 9-77 — Koussougbo (Paul Romuald)
 20-9-77 — Kpelevi A. (François)
 20- 9-77 — Yetor H. (Grégoire)
 20- 9-77 — Assama Tchakpao
 20- 9-77 — Alema Yawo (Emmanuel)
 20- 9-77 — Attitsogbé Koffi
 20- 9-77 — Sedo K. (Frédéric)
 20- 9-77 — Amagli A. (Roudolphe)
 11-11-77 — Benissan Tété Kouassi (Marcellin)
 27-11-77 — Akpawu Komi (Señh)
 1- 1-78 — Akakpo (Justin)
 1- 1-78 — Agbeleze (Joseph)
 1- 1-78 — Assim Toké (Josué)
 1- 1-78 — Ameganwovo Koffi Kuma (John)
 1- 1-78 — Amouzouvi (Michel)
 1- 1-77 — Ayeko Ovodougnon
 1- 1-78 — Amoussou (Joseph)
 1- 1-78 — Aguey Zissou (Christian)
 1- 1-78 — Ayivi Amavi
 1- 1-78 — Amevigbe K. (Michel)
 1- 1-78 — Adademe (Alphonse)
 1- 1-78 — Agla (Fidèle) née Onouame
 1- 1-78 — Affo Idrissou
 1- 1-78 — Agbezia S. (François)
 1- 1-77 — Abalo Afiwa (Berthe)
 1- 1-78 — Adikou (Robert)

1- 1-78 — Ahovery (Jean Louis)
 1- 1-78 — Akli (Joseph)
 1- 1-78 — Akumey K. (Pius)
 1- 1-78 — Batoke Naka
 1- 1-78 — Broohm Assion (Emmanuel)
 1- 1-78 — Badjona (Félicia)
 1- 1-78 — Bamana (Sébastien)
 1- 1-78 — Baguilimah (Gérard)
 1- 1-78 — Badja B. (Christophe)
 1- 1-78 — Deh (Samuel)
 1- 1-78 — Dermane Aboudou
 1- 1-78 — Djato (Rigobert)
 1- 1-78 — Domlan Akouète Sogbolissa (Paul)
 1- 1-78 — Domon (Alphonse)
 1- 1-78 — Dawi (Laurent)
 1- 1-78 — Eklou (Théophile)
 1- 1-78 — Fia (Emmanuel)
 1- 1-78 — Gbadoe (Confort)
 1- 1-78 — Gbande Dawoune Ouyi
 1- 1-78 — Gnagniko (Lucien)
 1- 1-78 — Kounde (Albert)
 1- 1-78 — Kouevi (Boniface)
 1- 1-78 — Kpeto (Magloire)
 1- 1-78 — Kalipe (Casmir)
 1- 1-78 — N'Konou (Jérôme)
 1- 1-78 — Laison A. (Richard)
 1- 1-78 — Lawani Saka Babatoundé
 1- 1-78 — Mensah (Julienne)
 1-1-78 — Moumouni Issah
 1- 1-78 — Moussa Saïbou
 1- 1-78 — Melounkpo Y. (Gabriel)
 1- 1-78 — Nesse (Emmanuel)
 1- 1-78 — Messan (Séraphin)
 1- 1-78 — Salami (Mireille)
 1- 1-78 — de Souza (Lucie)
 1- 1-78 — Saga Kossi (Boniface)
 1- 1-78 — Salami Mamadou
 1- 1-78 — Sant'Anna Abalo (Noël)
 1- 1-78 — Taoemann (Georges)
 1- 1-78 — Titora Arim Walasso
 1- 1-78 — Tinakpan (Marie)
 1- 1-78 — Zikpi K. (Esaïe)
 30- 3-78 — Messan Koumedjina
 19- 9-78 — d'Almeida Kokoè (Bernadette)
 27- 9-78 — Ahiadou (Jean)
 27- 9-78 — Akake (Robert)
 27- 9-78 — Adeleye (Emmanuel)
 27- 9-78 — Agbedigni Sédjro (Benoît)
 27- 9-78 — Djikpor (Pierre)
 27- 9-78 — Dzodzinewo (Joseph)
 27- 9-78 — Doudjagni (Ferdinand)
 27- 9-78 — Etou (Désiré)
 27- 9-78 — Follikoué (Emmanuel)
 27- 9-78 — Ilessoumi Kwame (Simon)
 27- 9-78 — Kondi (Madeleine)
 27- 9-78 — Mihami (Léopold)
 27- 9-78 — Potchona (Laurent)
 27- 9-78 — Tchona Y. (Louis)
 27- 9-78 — Treku (Philippe)
 1-10-78 — Seshie Koubi (Paul).

instituteurs-adjoints de 3^e classe 4^e échelon.

Titularisations

Arrêté n° 88-MTFP du 1-2-79 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du corps des fonctionnaires de la statistique générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Cadre des ingénieurs statisticiens économistes (catégorie A1)

1- 7-78 — Adzomada Kossi, ingénieur stat. écon. de 2^e classe 2^e échelon

Cadre des ingénieurs des travaux statistiques et économiques (catégorie A2)

11-8-76 — Aoudou Djibirila Abdoukarim
 2- 1-77 — Soumanou Tawa Calitou
 25- 6-77 — Arenga Koumaï
 25- 6-77 — Messan Abotsi Bénaya
 25-6-77 — Palanga Mawabouwè Valatho
 25- 6-77 — Tagbata Yawo Seko Gbogblovo
 21-12-77 — Jondoh Comlavi Dzigbodi
 ing. tr. stat. écon. de 3^e classe 2^e échelon

Cadre des aides-opérateurs mécanographes et des agents techniques de la statistique (catégorie C)

5- 7-77 — Doumanou Yao
 1- 7-78 — Zakari Abdoulaye.
 agents techniques de 2^e classe 2^e échelon.

Arrêté n° 89-MTFP du 1-2-79 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Cadre des ingénieurs (catégorie A1)

4-1-78 — Fare Kpandja
 11-2-78 — Marfa Skouloum Ayo
 ingénieurs de 3^e classe 2^e échelon

Cadre des ingénieurs (catégorie A2)

2-8-74 — Afoutou (Moïse), ingénieur-géomètre de 3^e classe 2^e échelon

Cadre des adjoints techniques (catégorie B)

8-3-77 — Adoli Kwami Offo
 22-3-78 — Yao Gnilim Selmu
 adjoints techniques 1^{er} échelon.

Arrêté n° 90-MTFP du 1-2-78 — Les infirmières adjointes stagiaires (catégorie D) ci-dessous désignées, du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisées dans leur emploi pour compter des

dates suivantes et conservent chacune une ancienneté d'un an :

29- 7-78 — Lagtema née Akpandja Mayè, infirmière adjointe 1^{er} échelon
 29- 7-78 — Lawson Anokovi, infirmière adjointe 1^{er} échelon
 29- 7-78 — Amegatsé Kossiwa, infirmière adjointe 1^{er} échelon
 29- 7-78 — Lawson Nadouvi, infirmière adjointe 1^{er} échelon
 29- 7-78 — Ayika Kokoè, infirmière adjointe 1^{er} échelon
 30-12-78 — Ali Malouwa Aminatou, infirmière adjointe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 91/MTFP du 1-2-79 — M. Tchandana Tchékpi Kpatcha, ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 5 juillet 1978 et conserve une ancienneté de un an.

Admissions

Arrêté n° 128/MTFP du 13-2-79 — Les candidats ci-après désignés, sortis non diplômés de l'école nationale des auxiliaires médicaux de Lomé (section : infirmiers/infirmières d'Etat) sont admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmiers d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C, indice 550) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 24, article 5 du budget général).

Lakoussan Amakouévi
 Adama-Boukari Assanatou.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 130/MTFP du 14-2-79 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 24, article 5 du budget général):

candidats diplômés : agents techniques de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750)

Section : infirmiers/infirmières

Agbagla Vidémé Elémawussi
 Tatounou-Sessinou Agbégnigan
 Aveho Koffi Agbessinyalé
 Kamassa Yao Mawuna
 Djedu Koffi Hotsonyamé
 Folli Kodjogan Tohoénu
 Akelessim Djiwa Kombima

Section : laborantins/laborantines

Comlan Akeh-Dédji Adenka
 Gbologa Kokou Mensah Anazè
 Bedzrah Ofam Apéléte
 Boko Kassi
 Kutumua Ocloo Komla
 Nassiguede Bawa Awlce

Section : assistant d'hygiène

Fadma Bègou

**candidats non diplômés : infirmiers/infirmières d'Etat
 de 2e classe 2e échelon stagiaires
 (catégorie C — indice 600)**

Madougou Worou
 Anku Ezu Komla
 Kwaku, née Dokoe Essi Apéfa
 Tenu Enyonam

Section : assistant d'hygiène

Djawla Kossi Edem

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 131/MTFP du 14-2-79 — M. Boyodi Koukou Balakiyem, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur en bâtiment de l'école supérieure du bâtiment et des travaux publics de Khardov (Union des Républiques Socialistes Soviétiques), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics en qualité d'ingénieur de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 132/MTFP du 14-2-79 — M. Amevor Kwami Mélon De-Magnan, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et de la maîtrise 4e année (option gestion) de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion de l'université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché, d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 133/MTFP du 14-2-79 — M. Simfeyedjowa Manamba, titulaire de la licence et de la maîtrise en droit de l'université du Bénin est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e

classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 indice 1100) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 28 article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 136-MTFP du 14-2-79 — Les candidats ci-après désignés sont, en attendant la parution du statut particulier du personnel de l'enseignement supérieur, admis dans les conditions suivantes dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 46, article 16 du budget général).

**Professeur de 3e classe 2e échelon stagiaire
 (catégorie A1 — indice 1450)**

Teko Folikoué Agossou : licence en droit et diplôme d'études approfondies de l'université de Poitiers (France)

**Professeur de 3e classe 2e échelon stagiaire
 (catégorie A1 — indice 1450)**

Aduayom Messan Adimado : doctorat 3e cycle d'histoire de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne (France)
 Pocanam Mèvéba : diplômes d'études supérieures et d'études approfondies et doctorat d'Etat en droit de l'université de Poitiers (France).

Glitho Adolé, née Akueson : maîtrise en biologie animale, diplôme d'études approfondies et doctorat 3e cycle de biologie animale (entomologie) de l'université de Dijon (France).

Une bonification de cinq cents (500) points d'indice est accordée à MM. Aduayom, Pocanam et à Mme Glitho pour leur doctorat de 3e cycle, conformément aux dispositions du décret n° 73-163 du 18 septembre 1973.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 140-MTFP du 14-2-79 — Est et demeure rapportée la décision n° 3449-MJFPT du 28 décembre 1977 portant engagement, en ce qui concerne M. Palou Komla Eyawonga Magnoukouya.

M. Palou Komla Eyawonga Magnoukouya, titulaire du certificat d'aptitude au moniteur (CAM — session de 1972) est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270).

M. Palou Komla Eyawonga Magnoukouya, moniteur de 3e classe 1er échelon, est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

L'imputation budgétaire est : chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 155-MTFP du 15-2-79 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de maître d'éducation physique et sportive (CAMEPS) sont admis dans le corps des fonctionnaires

de l'enseignement en qualité de maîtres d'éducation physique de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 5 du budget général) :

Eboh Folly Zalété	Gbadamassi Sitou Ganjou
Baboïma Sabé	Ouriya Essohanam Yawo
Gnani Tchapo	Mlatawou Maté
Kake Koffi Towou	Ati Atcha Ayèney A. Djobo
Follikoué Apédjihoun	Kayaba Abalo
Devo Aziza Koffi Médého	Segnon Kouami Makoussan
Attignon Comlan Agbéko	Alogbleto Sekle K. Sitsofé
Akoda Kossi Ossanmbè	Kpogno Yawo
Bossou Sourou Nonvidé	Ouro-Samah Ali-Zatchi
Bassoliwena Sawa Togaba	Adotoyo Apémékou Kodjo.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Intégrations

Arrêté n° 129-MTFP du 14-2-79 — M. Dramani Dama (Alfred), secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon (catégorie B — indice 1050) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale titulaire de la licence en droit de l'université du Bénin et de l'attestation d'un stage consulaire et de chancellerie d'une durée de quatre mois à l'institut des relations internationales du Cameroun à Yaoundé (République Unie du Cameroun), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1100).

M. Dramani Dama (Alfred), attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon, reste mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération.

L'imputation budgétaire est : chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général.

La nouvelle situation de M. Dramani Dama (Alfred), attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon, prend effet pour compter de la date de signature du présent arrêté.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 3 décembre 1977, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

Arrêté n° 134-MTFP du 14-2-75 — M. Kezié Agba Mewessine (Jean), adjoint technique d'élevage de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 550) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a suivi avec succès une formation professionnelle de deux ans au centre régional de l'enseignement et de l'apprentissage maritimes d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire), section lieutenant de pêche application, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750).

La nouvelle situation de M. Kezié Agba Mewessine (Jean) prend effet à compter du 27 juin 1974 date de retour du stage.

Elle est reprise comme suit :

27-6-76 : ingénieur-adjoint d'élevage de 3^e classe 2^e échelon

27-6-76 : ingénieur-adjoint d'élevage de 3^e classe 3^e échelon

M. Kezié Agba Mewessine, ingénieur-adjoint d'élevage de 3^e classe 3^e échelon, reste mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural.

Imputation budgétaire est : chapitre 36, article 5 du budget général.

Arrêté n° 137-MTFP du 14-2-79 — M. Lossou Koffi Gayibo (Joseph), agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon (indice-700) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, qui a suivi avec succès le cours de contrôleur du service général de l'école nationale des postes et télécommunications de Rufisque (République du Sénégal), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750).

M. Lossou Koffi Gayibo (Joseph) reste mis à la disposition du ministre des travaux publics, des postes et télécommunications.

L'imputation budgétaire est : chapitre 18, article 7 du budget général.

Le présent arrêté a effet pour compter du 16 juillet 1978, date de retour du stage.

Nomination

Décision n° 332-MTFP-DGTMOSS du 14-2-79 —

M. Assanvi Kokou Agbénohévi, aide-comptable, en service à la direction générale, du travail, de la main-d'œuvre et de la Sécurité Sociale, est nommé billeteur pour la direction, les services des inspections du travail et des Lois sociales de Lomé-Est, Lomé-Ouest, Lomé-Nord et le service de la main-d'œuvre et de l'emploi en remplacement de M. Tetou Souleymane Yao.

La présente décision, prend effet pour compter du 1^{er} février 1979.

Absences irrégulières

Décision n° 262-MTFP du 31-1-79 — Est constatée pour compter du 22 décembre 1978 l'absence irrégulière de son poste de M. Anthony Koffi Séwonou, ingénieur adjoint d'agriculture de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la direction générale de l'ODEF à Lomé.

Durant la période de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 265-MTFP du 31-1-79 — Est constatée pour compter du 10 octobre 1978, l'absence irrégulière de son poste de M. Tetegan Séwa, agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à Lomé.

Durant la période de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 154-MTFP du 15-2-79 — Mme Quashie Adjélé (Angèle), institutrice principale de classe exceptionnelle et M. Sedjro Kangni, instituteur adjoint de 2e classe 2e échelon, tous deux en service à l'école de la Marina à Lomé, sont suspendus pour trois mois de leurs fonctions pour faute grave commise dans l'exercice de leurs fonctions.

Durant la période de la suspension les intéressés n'auront droit qu'à la moitié de leur traitement majoré des allocations familiales en application des dispositions de l'article 45-2e de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa notification aux intéressés.

Sanctions disciplinaires

Arrêté n° 124-MTFP du 7-2-79 — Sont exclus temporairement de leurs fonctions pour une durée de 2 (deux) mois pour faute grave commise dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires de Police dont les noms suivent :

- Daketse Komlan Atsu, officier de police adjoint de 2e échelon
- Ali Farno, gardien de la paix de 5e échelon
- Lare Lamboni, gardien de la paix de 2e échelon
- Takpara Amidou, gardien de la paix de 2e échelon
- Kahindate Kokou, gardien de la paix de 1er échelon
- Simala Djossaga, gardien de la paix de 2e échelon.

Durant la période de leur exclusion, les intéressés n'auront droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er février 1979.

Révocation

Arrêté n° 92-MTFP du 1-2-79 — MM. Attiogbe Anani Kluhon, officier de police adjoint de 2e classe 2e échelon. Beketi Ekpaio brigadier de police 1er échelon et Ahlinvi Cocouvi gardien de la paix 2e échelon, du corps des fonctionnaires de la police, en service à Sanvée-Condji, sont révoqués de leurs fonctions pour faute grave commise en service.

Le présent arrêté a effet pour compter du 3 janvier 1979.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Nominations

Arrêté n° 1-MTPPT-MFE du 5-2-79 — M. Badohoun Kodjo-Kouma Anani, inspecteur du trésor de 1re classe, 1er échelon, en service au matériel et transit administratif, est nommé agent comptable de l'agence d'équipement des terrains urbains (AGETU).

Le émoluments de M. Badohoun Kodjo-Kouma Anani seront à la charge de l'AGETU.

Le présent arrêté a pour effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 5-MTPPT du 21-2-79 — M. Sognovi Kokou Agbémagnon, ingénieur des travaux publics, 2e classe 1er échelon, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, inspecteur des travaux de construction des chantiers ci-après, en remplacement de M. Assogbavi M. Y. Kokou, ingénieur en chef de classe exceptionnelle des travaux publics :

- Hôtel du 2 Février
- Hôtel Sarakawa
- Le CASEF
- Foire internationale Togo 2 000
- Ecole du parti
- Maison du R.P.T. de Lama-Kara.

M. de Souza Kpotsu, ingénieur principal des travaux publics, 3e échelon, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, inspecteur des travaux de construction de l'aéroport international de Niamtougou.

MM. Sognovi et de Souza, sont à ce titre, désignés pour représenter le ministre des travaux publics, des postes et télécommunications aux réunions et visites de chantiers.

Sont abrogés tous arrêtés et décisions antérieurs nommant des inspecteurs des travaux de construction des chantiers mentionnés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

Les émoluments de M. Sognovi et de M. de Souza restent imputables au chapitre 20, article 4 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 29 janvier 1979.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Rectificatif

RECTIFICATIF du 9-2-79 à l'arrêté n° 49/MEN-RS du 21 décembre 1976 instituant un examen unique du certificat de fin d'études de l'enseignement du premier degré (CEPD) et de l'admission en première année du cycle d'observation de l'enseignement du deuxième degré.

.....
.....
A R R E T E :
.....
.....

Au lieu de :

Art. 19 — Sont déclarés définitivement admis au certificat de fin d'études du premier degré, session adulte les candidats qui ont obtenu une moyenne supérieure ou égale à 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites et des épreuves pratiques et orales.

Lire :

Art. 19 — Ne sont autorisés à subir les épreuves pratiques et orales que les candidats ayant obtenu une moyenne supérieure ou égale à 10 sur 20 pour les épreuves écrites.

Sont déclarés définitivement admis au CEPD, les candidats qui, après les épreuves pratiques et orales, auront obtenu une moyenne supérieure ou égale à 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, pratiques et orales.

Au lieu de :

Art. 22 — Les listes des candidats à l'examen, session scolaire, déclarés admis en première année du cycle d'observation de l'enseignement du deuxième degré, sont arrêtés pour tout le Togo par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition du directeur des examens et concours.

Lire :

Art. 22 — Entrent en première année du cycle d'observation de l'enseignement du deuxième degré, les candidats déclarés définitivement admis au CEPD et remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 15 ans au plus
- avoir fait une scolarité normale de 9 ans au maximum.

Une dispense d'âge d'une année sera accordée aux candidats dont les pièces d'état civil sont :

- des actes de naissance
- des jugements supplétifs établis avant leur entrée au CE 2.

La liste de ces candidats sera arrêtée, pour tout le Togo par le ministre de l'éducation nationale sur proposition du directeur des examens et concours.

Le reste sans changement.

Lomé, le 9 février 1979

B. Allassounouma

Nomination

Arrêté n° 9/MENRS du 8-2-79 — Est et demeure rapportée la décision n° 110/MENRS du 6 avril 1977 portant nomination.

Madame Dogo Awa-Wissalou, inspectrice de l'enseignement du premier degré est nommée inspectrice de l'ensemble des jardins d'enfants du territoire.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisations de paiement

Décision n° 27/MPDIRA/DGPD/SFCEP du 16-2-79 — Est autorisé le virement au profit du Projet PNUD/TOGO/78/001/A/01/12 (aménagement du nord-TOGO: ARLO tranche « LA KARA ») à son compte ouvert à la CNCA-agence de Lama-Kara sous le N° LK-043-1 de la somme de : vingt trois millions quatre cent mille (23.400.000) francs cfa représentant le versement de la première tranche des travaux routiers du programme d'aménagement du nord-Togo.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'Equipeement 1977, Titre I, chapitre 2, article 1, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 15/79 du 14 janvier 1979).

Décision n° 28/MPDIRA/DGPD/SFCEP du 16-2-79 — Est autorisé le paiement en faveur de GL Barsouna à son compte ouvert à BALTEX Lomé sous le n° 1085 de la somme de : vingt deux millions sept cent cinquante quatre mille (22.754.000) francs cfa pour travaux divers effectués à la Résidence Présidentielle à Elavagnon (Est-Mono).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1978, titre II, chapitre 10, article 1, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 250/78 du 8 décembre 1978).

Décision n° 29/MPDIRA/DGPD/SFCEP du 16-2-79 — Est autorisé le paiement au profit de l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO), à son compte ouvert à l'UTB Lomé sous le n° 60.142 de la somme de : dix sept millions deux cent cinq mille (17.205.000) francs cfa représentant le montant de l'impression de 3.000 exemplaires du troisième Plan de développement économique et social 1976 - 1980.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement de la façon suivante :

BI 76 — titre VI -1-2-2-a CF N° 134/76	
du 14/ 8/76 =	8.930.991
BI 78 — titre VI -1-2-1-a CF N° 246/78	
du 24/11/78 =	8.274.009
Total	= 17.205.000

Nomination

Arrêté n° 3-MPDIRA-DIA du 2-2-79 — M. Gbandi Kokou Tchadja, professeur technique de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement est nommé directeur du centre artisanal d'Agou-Nyogbo en remplacement de M. Kodjo Kodjotsè.

Le traitement de M. Gbandi Kokou Tchadja sera entièrement pris en charge par le centre artisanal d'Agou-Nyogbo, à compter du 1^{er} janvier 1979.

L'arrêté n° 73-6-SECIP du 30 mai 1973, portant nomination de M. Kodjo Kodjotsè comme directeur du centre artisanal d'Agou-Nyogbo est et demeure rapporté.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 29-MFE-CR du 14-2-79 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent cinquante six mille huit cent quarante quatre (156.844) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Komi Nouamé, gendarme de 4^e échelon n° mle 521 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 600) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1978.

M. Komi Nouamé pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 3^e rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 26 février 1964

Koffi, né le 19 août 1966

Kossiwa, née le 17 mars 1968.

Arrêté n° 30-MFE-CR du 14-2-79 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Giffa Kokou (Benjamin) greffier principal de classe exceptionnelle du corps du personnel judiciaire, du Togo admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 71% des émoluments de base correspondant à l'indice 1.750 pour compter du 1er juillet 1978.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à huit cent douze mille (812.000) francs pour compter du 1er juillet 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Giffa Kokou (Benjamin), greffier pour compter du 1er juillet 1978 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa nouvelle pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6^e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 28 mai 1947

Kossi, né le 27 juin 1948

Yaovi, né le 22 septembre 1949

Kafui, née le 23 juillet 1951

Abla, née le 6 mars 1953

Ayaovi, né le 23 novembre 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à : deux cent trois mille (203.000) francs pour compter du 1er juillet 1978.

M. Giffa Kokou (Benjamin) pourra prétendre pour compter du 1er juillet 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés :

Ahoéfa, née le 6 juin 1961

Kodjo, né le 26 juillet 1964

Adjowavi, née le 3 juillet 1967.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 307-MFE-CR du 3 août 1978 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 32-MFE-CR du 15-2-79 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Lawson Latékoé (Patience) adjoint technique de 1^{re} classe 2^e échelon de l'agriculture du Togo en retraite est porté de 15% à 20% de sa pension principale : trois cent cinquante mille deux cent quatre vingt seize (350.296) francs pour compter du 1er décembre 1978 au titre de son enfant (Austin), né le 24 novembre 1958.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante dix mille soixante (70.060) francs pour compter du 1er décembre 1978.

Arrêté n° 33-MFE-CR du 15-2-79 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Kouassi Kodjo, maître-ouvrier hors classe des CFT est porté de 15% à 25% de sa pension principale deux cent soixante dix neuf mille cent cinquante deux (279.152) francs pour compter du 1er décembre 1978 au titre de ses enfants :

Massan, née le 7 mai 1958

Ahli, né le 9 août 1958.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante neuf mille sept cent quatre vingt huit (69.788) francs pour compter du 1er décembre 1978.

Arrêté n° 34-MFE-CR du 15-2-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt quatorze mille soixante quatre (494.064) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Watson Kodjo (Hermann) adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Watson Kodjo (Hermann) pour compter du 1er janvier 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6^e rang) ci-après désignés :

Etonam, née le 1er septembre 1948

Kossiwa, née le 2 juillet 1950

Mouna, née le 27 juillet 1953
 Aku Nata, née le 5 août 1953
 Toutou Ami, née le 4 décembre 1954
 Yawo Egno, né le 23 mars 1955.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt trois mille cinq cent seize (123.516) francs pour compter du 1er janvier 1979.

M. Watson Codjo (Hermann) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Djina Adjoa, née le 16 février 1959
 Dolali Ami, née le 24 juin 1961
 Mawussé Aku, née le 5 janvier 1962
 Denam Akofa, née le 2 février 1965.

Arrêté n° 35-MFE-CR du 15-2-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 76%) au montant annuel de cinq cent vingt et un mille cinq cent huit (521.508) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mignarbouga Kossa, adjudant 3^e échelon n° mle 20218 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mignarbouga Kossa, pour compter du 1er novembre 1978 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Dénaka, née le 3 juin 1952
 Tombé, né le 18 mars 1956
 Bitassa, né le 22 juillet 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante deux mille cent cinquante deux (52.152) francs pour compter du 1er novembre 1978.

M. Mignarbouga Kossa pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 21^e rang) ci-après désignés :

Tibalima, née le 18 août 1963
 Mawoèina, né le 29 novembre 1965
 Bagnokmba, né le 29 octobre 1966
 Dabagni, née le 19 mai 1967
 Bayamna, né le 7 mars 1968
 Houdougmiène, née le 4 octobre 1969
 Badjolima, né le 16 janvier 1970
 Makoulima, né le 22 mars 1971
 Kouyama, née le 22 novembre 1971
 Tikodékane, né le 5 février 1972
 Mathiti, née le 27 mars 1972
 Tonkagda, né le 30 mai 1974
 Massolmayéne, né le 13 juin 1974
 Mawayimban, né le 13 juin 1974
 Barebatiaba, née le 8 juillet 1974
 Diloma, née le 2 février 1975
 Bahoglbadi, née le 24 décembre 1975
 Libaliguiba, née le 2 novembre 1976.

Arrêté n° 36/MFE/CR du 15-2-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de trois cent quarante neuf mille neuf cent soixante (349.960) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kotokpa Koffi Evédzi MDL/chef 4^e échelon n° mle 093 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er décembre 1978.

M. Kotokpa Koffi Evédzi pourra prétendre, pour compter du 1er décembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Komlanvi, né le 24 février 1965
 Akouavi, née le 23 mars 1966
 Dovi, née le 9 mai 1969
 Koffivi, né le 4 septembre 1970
 Ablavi, née le 8 juin 1971
 Kouami, né le 13 mai 1972
 Messan, né le 2 novembre 1973
 Anani, né le 5 juin 1975
 Massan, née le 13 juin 1976
 Anoumou, née le 21 octobre 1977.

Arrêté n° 37/MFE/CR du 15-2-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 58%) au montant annuel de quatre cent cinquante quatre mille huit cent cinquante deux (454.852) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Naki Baba, adjudant-chef 3^e échelon, n° mle 097 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

M. Naki Baba pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Yaba, née le 28 octobre 1958
 Adjua, née le 18 août 1959
 Natchikam, née le 16 août 1962
 N'guissan, née le 18 juin 1966.

Arrêté n° 38/MFE/CR du 15-2-79 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent cinquante six mille huit cent quarante quatre (156.844) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dehoue-Ada Koovi, gendarme de 4^e échelon n° mle 510 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 600) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er novembre 1978.

M. Dehoue-Ada Koovi pourra prétendre, pour compter du 1er novembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 7 août 1966
 Afi, née le 7 juillet 1967
 Kokou, né le 22 avril 1970
 Akouavi, née le 21 juin 1972
 Akouvi, née le 16 octobre 1974
 Edem, né le 22 décembre 1977.

Arrêté n° 39/MFE/CR du 15-2-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 69 %) au montant annuel de trois cent quinze mille six cent cinquante deux (315.652) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tolake Tchalgassé gendarme de 6^e échelon n° mle 096 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} décembre 1978.

M. Tolake Tchalgassé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} décembre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 13^e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 9 février 1962
 Adjoavi, née le 19 mars 1962
 Komi, né le 30 mai 1964
 Menese, née le 10 octobre 1965
 Kouméyabalo, né le 4 janvier 1967
 Ayawa, née le 19 janvier 1967
 Tilabalo, né le 15 avril 1968
 Masebèlè, née le 11 juillet 1971
 Akoua, née le 11 août 1971
 Komlan, né le 24 septembre 1974
 Pakcupati, né le 9 janvier 1975
 Somiéabalo, né le 13 février 1978
 Fèkpawè, née le 7 juin 1978.

Arrêté n° 41-MFE-CR du 23-2-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de sept cent quarante neuf mille cinq cent quatre vingt huit (749.588) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson-Body Laté A. (Clément) contrôleur principal 2^e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 1.550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson-Body Laté A. (Clément) pour compter du 1^{er} janvier 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Dovi, né le 30 mai 1951
 Messan, né le 13 janvier 1953
 Nadou Tassivi, née le 18 novembre 1953
 Nadou, née le 11 septembre 1954
 Dossèh, né le 8 avril 1955
 Nadou Fionyonu, née le 9 juin 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt sept mille quatre cents (187.400) francs pour compter du 1^{er} janvier 1979.

M. Lawson-Body Laté A. (Clément) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 15^e rang) ci-après désignés :

Boèvi, né le 6 janvier 1959
 Koko, née le 22 janvier 1961
 Akouété, né le 20 janvier 1962
 Fessou, né le 12 novembre 1962
 Latékoué, né le 27 janvier 1964
 Edo, né le 19 novembre 1964
 Assion, né le 29 mars 1966
 Fafavi, née le 17 janvier 1968
 Povi, née le 25 août 1969.

Arrêté n° 42-MFE-CR du 23-2-79 — Une pension proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent soixante treize mille cinq cent douze (173.512) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ametépé Kossi-Kouma, brigadier de police de 2^e échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1979.

M. Ametépé Kossi-Kouma pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Akossiwa, née le 13 janvier 1963
 Kokou, né le 13 septembre 1972
 Kossivi, né le 2 juin 1974
 Ama, née le 5 mars 1977.

Arrêté n° 43-MFE-CR du 23-2-79 — Une pension proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de cent soixante treize mille cinq cent douze (173.512) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agnindé Maraté, brigadier de police 2^e échelon du corps du personnel de la sûreté nationale togolaise (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1979.

M. Agnindé Maraté pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 20^e rang) ci-après désignés :

Akôtè, né le 16 décembre 1959
 Ayeotè, né le 24 avril 1962
 Atchacouti, né le 30 mars 1964
 Tchilo, né le 7 janvier 1965
 Mangou, né le 1^{er} septembre 1966
 Yawa, née le 21 novembre 1968
 Natchaba, né le 30 novembre 1968
 Amayolo, née le 17 juin 1971
 Ayaovi, né le 13 mai 1972
 Koutassime, née le 11 décembre 1973
 Mankourassi, né le 27 mai 1974
 Touléba, née le 8 novembre 1975
 Assèham, né le 26 novembre 1975.

Arrêté n° 44/MFE/CR du 23-2-79 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Mikem Kokoè (Marie-Louise) attachée d'administration principale de classe exceptionnelle admise à la retraite est révisée et fixée aux taux de 80 % des émoluments de base correspondant à l'indice 2100 pour compter du 1er octobre 1978.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à un million quatre vingt dix sept mille neuf cent seize (1 097 916) francs pour compter du 1er octobre 1978.

Les sommes déjà perçues par l'intéressée en application de l'arrêté n° 419/MFE/CR du 14 novembre 1978 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 45/MFE/CR du 23-2-79 — Une pension proportionnelle (pourcentage 48 %) au montant annuel de cent quatre vingt cinq mille soixante seize (185.076) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ragouena Banabaya Valiguina, Brigadier de police de 2e échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

M. Ragouena Banabaya Valiguina pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 13e rang) ci-après désignés :

Baguema, né le 30 décembre 1960

Ganzowa, né en 1961

Benbena, né en 1961

Kouyawo, né le 17 janvier 1963

Taitom, née le 28 avril 1964

Molga, née le 11 décembre 1965

Limoban, née le 20 février 1967

Baman, née le 14 janvier 1970

Kpamsouka, né le 27 avril 1970

Kolimaga, née le 27 avril 1970

Akoniga, né le 3 mai 1974

Naga, née le 3 mai 1974.

Arrêté n° 46/MFE/CR du 23-2-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de quatre cent cinquante neuf mille sept cent cinquante deux (459.752) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djirackor Yawo (Clément), adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djirackor Yawo (Clément) pour compter du 1er janvier 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Edem, né le 20 novembre 1949

Kof, né le 14 décembre 1951

Ruddie, née le 28 novembre 1956

Kwamé né le 15 novembre 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante huit mille neuf cent soixante quatre (68.964) francs pour compter du 1er janvier 1979.

M. Djirackor Yawo (Clément) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant du 5e rang ci-après désigné :

Essi, né le 27 mai 1962.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

Rétrocession de réserve administrative et approbation de lotissement

Arrêté n° 14/MTPM/CabTP/DGUH du 11-10-78 — Dans le cadre du lotissement n° 58 du 6 octobre 1970 la surface de voirie et des réserves administratives dépasse d'environ 898 m² la surface à attribuer réglementairement à Mme (Julia) Pfnennigwerth.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Autorisation d'ouverture d'un bureau d'expertise du matériel maritime et industriel

Arrêté n° 1/MIMREH/DMG/SEC du 15-2-79 — M. Sagbo Sotomiafa est autorisé à ouvrir un bureau chargé :

1°) — de l'expertise et de la réparation des appareils de levage maritime et industriel,

2°) — de la vérification des appareils à pression de gaz et à vapeur ou liquide,

3°) — du jaugeage des citernes et cuves.

Les travaux effectués doivent être communiqués au service des mines pour être éprouvés.

Les ouvrages qui ont subi avec succès les tests du service des mines sont poinçonnés et agréés.

Les ouvrages non admis par le service des mines ne peuvent être mis en service.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers

Avis est donné au public de la perte du titre foncier n° 10 de la République togolaise appartenant à feu Augustino de Souza, conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906.

Pour deuxième insertion

Avis est donné au public de la perte des titres fonciers n° 1072 et 4726, insérés au livre foncier du territoire du Togo les 26 février 1949 et 11 octobre 1960 à Lomé et appartenant à Monsieur Emmanuel Georges Bruce.

Pour deuxième insertion

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 6.198 R.T. appartenant à Mme Dédé (Elisabeth) - Detinho.

Pour deuxième insertion

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 9273 R.T. appartenant à Mme Rhodes Akossiwa (Christiana).

Pour deuxième insertion

Avis est donné au Public de la perte de la copie du Titre Foncier n° 6461 de la République Togolaise appartenant au sieur Domlan A. Emmanuel demeurant et domicilié à Kodjoviakopé LOME-Togo.

Pour deuxième insertion

NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de :

— Madame Yeregaba Tékè, cuisinière de Ire catégorie, échelle B en service au Centre Hospitalier régional de Dapaon, survenu le 22 mars 1978 à Dapaon.

— M. Degbe Kossi Atifli, chauffeur de porte-char permanent, 4e cat. éch. C en service à l'arrondissement parc et matériel des TP, survenu le 18 novembre 1978 à Notsé.

— M. Djodo Amouzou, infirmier en service à la Subdivision sanitaire d'Atakpamé-Akposso, survenu le 17 janvier 1979.

— M. Awoudja Mawuèna (Félix), forgeron ferrailleur permanent, 5e cat. éch. D, en service à la Subdivision des Travaux publics d'Atakpamé, survenu le 9 décembre 1978 au Centre Hospitalier Régional d'Atakpamé.

— M. Boukari Tchiribodi, animateur de Pêches permanent, Ire catégorie échelle A, en service à l'office national des Pêches, survenu le 15 janvier 1979.

— M. Derman Allassani, Surveillant de Ire catégorie hors échelle, en service à l'ODEF à Blitta, survenu le 23 décembre 1978 à Sokodé.

— M. Gbety Komlanvi Adjaka (Louis), chef de station principal de classe exceptionnelle, du corps des fonctionnaires des CFT-Lomé, survenu le 25 décembre 1978 au Centre Hospitalier Universitaire de Tokoin.

M. Tete Yaté, Infirmier d'Etat en service au dispensaire de Kologan, survenu le 3 janvier 1979.

— M. Agbleze Fovi Komla, Moniteur permanent en service à Kpélé-Atimé (Kloto), survenu le 10 septembre 1978 à Kpélé-Atimé.